

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOKOA

26 Route de Béhobie
64 700 Hendaye

Références : DREAL/2025
Code AIOT : 0005202579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SOKOA implanté 26, Route de Béhobie 64 700 Hendaye. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'une précédente visite d'inspection, en date du 17 octobre 2022 il avait été relevé quatre constats nécessitant des actions de la part de l'exploitant.

La situation réglementaire de l'établissement vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 a fait l'objet d'une nouvelle évaluation en 2025 concernant les droits acquis et l'évaluation des besoins en eaux d'extinction d'incendie.

Nous avons donc mené le 04 novembre 2025 une nouvelle visite d'inspection afin de faire le point sur les suites à donner aux constats relevés en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOKOA
- 26, Route de Béhobie 64700 Hendaye
- Code AIOT : 0005202579
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations d'Hendaye exploitées par la société SOKOA étaient encadrées jusqu'en 2021 par un arrêté préfectoral d'autorisation N°99/IC/144 du 21 avril 1999.

Les installations industrielles de SOKOA sont localisées rue de l'Industrie, dans la zone industrielle des Joncaux, sur la commune d'Hendaye.

À la suite d'une modification de la nomenclature et une diminution des volumes de colles présentes sur site, il a été considéré en 2013 que l'entrepôt (rubrique 1510) ne relevait plus que du régime de déclaration, le volume global des bâtiments à usage de stock ayant été considéré inférieur à 50 000 m³ (en volume utile de stockages).

Toutefois, si on considère désormais le volume de stockage principal de l'entrepôt, auquel on ajoute les zones de stocks contiguës aux activités de production, le volume global des bâtiments à usage de stock est de 136 279 m³. Ces activités relèvent du régime de l'enregistrement compte-tenu des modifications réglementaires apportées en 2017 et 2020 aux installations soumises à la rubrique 1510. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2579/2021/020 du 6 octobre 2021 a autorisé (enregistrement) la Société SOKOA à exploiter une unité de production de mobilier de bureau comprenant des entrepôts couverts de matières combustibles sur la commune d'HENDAYE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prescriptions applicables	Arrêté Préfectoral du 06/10/2021, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 06/10/2021, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Entrepôts 1510-2b	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant :

1. d'actualiser le calcul des besoins en eaux d'extinction d'incendie, en associant les services du SDIS64, et si besoin, les exploitants des ICPE voisins ;
2. d'actualiser le calcul du volume de rétention nécessaire au regard des conclusions de l'analyse des besoins en eaux d'extinction d'incendie ;
3. de proposer des solutions techniques à mettre en œuvre pour prévenir le risque de pollution de la Bidasoa par des eaux d'extinction d'incendie ;
4. de mettre à jour le récolement aux dispositions des articles 8 et 11 l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

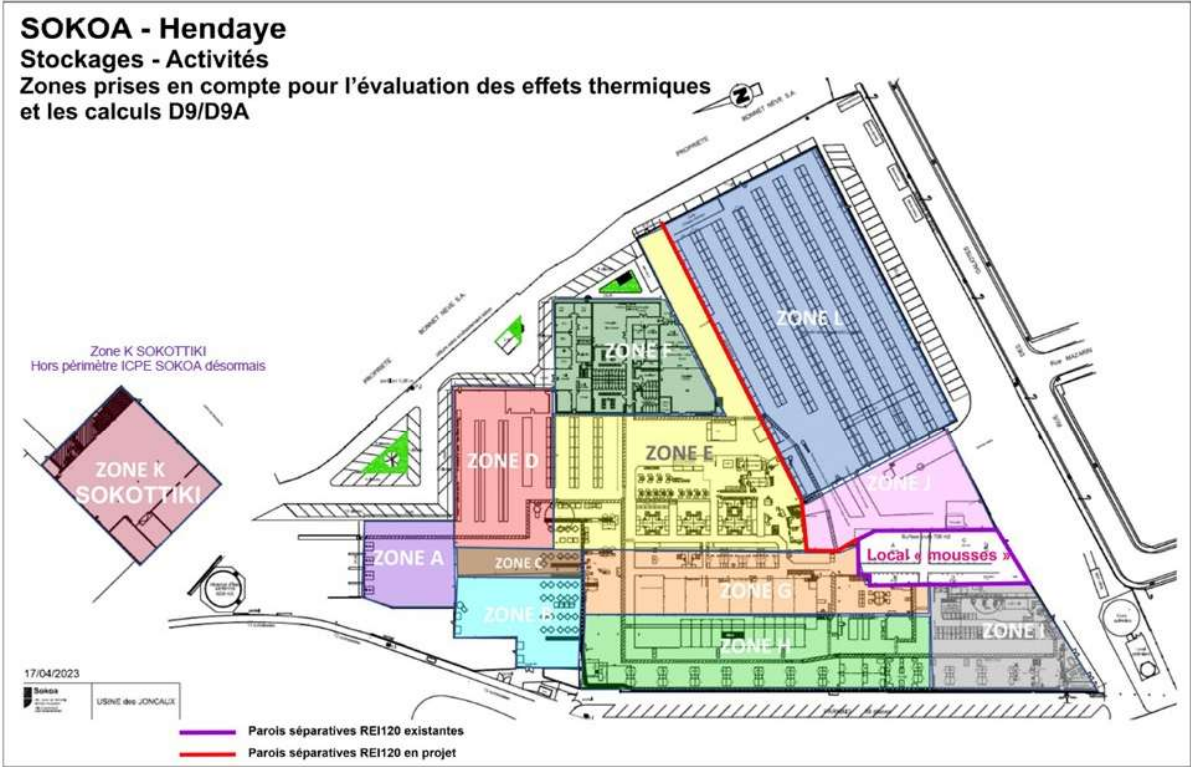
N° 1 : Prescriptions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2021, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts 1510-2b
Prescription contrôlée : Récolement à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 17 octobre 2022, il avait été constaté que l'exploitant avait réalisé un recollement partiel aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il avait été demandé à l'exploitant de compléter ce récolement avec une étude relative aux possibilités de rétention des eaux d'extinction incendie, susceptibles d'être polluées, et de produire un échéancier de mise en conformité du site afin de répondre aux exigences de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2021 (conformité vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel précité).</p> <p>L'exploitant a transmis en avril 2023 une étude (affaire n° 23-005) de mise en conformité ICPE qui évalue le volume de rétention des eaux d'incendie à 1 806 m³. Le calcul est basé sur les méthodes dites D9 et D9A permettant d'estimer les besoins en eau d'extinction d'incendie (DECI).</p> <p>La situation réglementaire de l'établissement a fait l'objet d'une nouvelle évaluation en 2025 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">• les droits acquis par la DREAL;• les besoins en eaux d'extinction d'incendie par le SDIS64. <p>1. <u>Droits acquis</u></p> <p>Il apparaît que l'entrepôt couvert a été régulièrement autorisé en 1999 (arrêté préfectoral 99/IC/144 du 21 avril 1999). L'installation relevait de la rubrique 1510-2 sous le régime de la déclaration (volume de stockage de 49 780 m³ selon la déclaration d'antériorité du 13 août 2012, actée le 27 février 2013).</p> <p>Les évolutions réglementaires tirées du retour d'expérience de l'incendie de Lubrizol du 26 septembre 2019 ont conduit à renforcer les prescriptions relatives aux entrepôts couverts au travers :</p> <ol style="list-style-type: none">a) d'une modification de la nomenclature (décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020) afin de considérer le classement d'un entrepôt au niveau de son ensemble. Le guide d'application de la rubrique 1510 explicite et illustre les modalités d'application de la nomenclature. Il convient désormais de considérer dans le calcul du volume de l'entrepôt l'installation comme étant définie par la notion suivante : Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage (IPD) : stockage, sous toiture, d'une quantité quelconque de matières ou de produits combustibles ;b) de la parution de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques numéros 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Sur cette nouvelle base de calcul, si on considère le volume de stockage principal de l'entrepôt, auquel on ajoute les zones de stocks contiguës aux activités de production, le volume global des bâtiments à usage de stock est de 136 279 m³. L'entrepôt couvert relève désormais du régime de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral du 06 octobre 2021 a acté le nouveau régime de classement, l'exploitant bénéficiant des droits acquis.

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précise, en annexe, les dispositions applicables aux installations existantes avant le 30 janvier 2009 soumises à déclaration, désormais soumises au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation.

- Article 4 : l'article 4 des prescriptions générales relatif aux dispositions constructives (compartimentage des cellules de stockage) n'est pas applicable pour ces installations. Une étude du cabinet Fogeard (référence Ind A_17/02/2023) avait été réalisée à la suite de la présentation en septembre 2021 du projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement en CODERT, visant à compartimenter les deux zones L (entrepôt principal) et J (réception) des bureaux et des zones de production. Le coût estimé par l'exploitant est au minimum de 1,5 M€.



Or, d'après les études menées par l'exploitant (modélisations réalisées à l'aide de l'outil Flumilog) les effets thermiques significatifs (8 kW/m^2) d'un incendie de la principale zone de stockage de matières combustibles (zone L) restent confinés dans l'emprise de l'établissement. Ce résultat est dû au nombre et à la composition des palettes types déterminées à la suite de l'analyse de l'état des stocks de l'établissement :

- ✓ Nombre de palettes maxi. : 3347 palettes-types
- ✓ Masse moyenne d'une palette : 219 kg
- ✓ Composition moyenne d'une palette-type : métaux : 38% / Plastiques : 42% / carton-bois : 20%.

La quantité de matières combustibles est estimée par l'exploitant, à la date du 03 novembre 2025, à 556 tonnes.

Le recoupement permettrait de réduire le risque de propagation d'un incendie situé dans les zones L et J au reste de l'établissement, sachant que les effets d'un incendie des zones A, B, C, D, G, H n'auraient pas de conséquence au-delà des limites de l'établissement.

La zone local « mousses » est séparé des autres locaux par des parois REI120 (coupe-feu 2 h). Les effets d'un incendie n'auraient pas de conséquences au-delà des limites du site.

Ainsi, il apparaît, compte-tenu des droits acquis, qu'il n'y a pas d'obligation réglementaire de recouper par un mur coupe-feu REI 120 les zones de stockage L et J. Les modélisations montrent qu'il n'y a pas effets thermiques supérieurs significatifs en dehors des limites du site.

- Article 11 : l'article 11 des prescriptions générales relatif à la rétention des eaux d'extinction d'incendie n'est pas applicable pour ces installations. L'exploitant a néanmoins évalué, au regard des besoins en eaux d'extinction d'incendie estimés à $420 \text{ m}^3/\text{h}$, le volume de rétention à $1\,806 \text{ m}^3$. Le coût des travaux à réaliser est de l'ordre d'1 M€.

L'absence de rétention des eaux d'incendie conduirait à une pollution certaine de la Bidasoa.



Figure 1 : site SOKOA et ses abords

En application de l'article L. 512-7-1 du code de l'environnement si des aménagements aux prescriptions générales s'avèrent nécessaires, compte tenu des circonstances locales, l'exploitant en fait la demande au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

1. d'actualiser le calcul des besoins en eaux d'extinction d'incendie en associant les services du SDIS64, et si besoin les exploitants des ICPE voisines ;
2. d'actualiser le calcul du volume de rétention nécessaire au regard des conclusions de l'analyse des besoins en eaux d'extinction d'incendie ;
3. de proposer des solutions techniques à mettre en œuvre pour prévenir le risque de pollution de la Bidasoa par des eaux d'extinction d'incendie ;
4. de mettre à jour le récolement aux dispositions des articles 8 et 11 l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

En application de l'article L. 512-7-1 du code de l'environnement si des aménagements aux prescriptions générales s'avèrent nécessaires, compte tenu des circonstances locales, l'exploitant en fait la demande au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2021, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts 1510-2b
Prescription contrôlée : <p>Conformément à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant évalue le débit et la quantité d'eau nécessaires pour la défense incendie, conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue de cette évaluation, l'exploitant s'assure de l'adéquation des moyens mis en œuvre sur ses installations avec les évaluations issues du document technique D9. Si nécessaire, un plan d'actions pour pallier à l'inadéquation des moyens est mis en œuvre avant le 31 décembre 2022. La pertinence des moyens nécessaires est validée par les services départementaux d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 17 octobre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une évaluation du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour la défense incendie, conformément au document technique D9. Il avait également été demandé à l'exploitant de faire valider la pertinence de ces moyens par les services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction d'incendie de la zone de Joncaux, prenant en compte l'ensemble des ICPE (SOKOA, EPTA et ALBERDI 1 et 2), et des moyens pouvant être mobilisés par les services d'incendie et de secours, ont fait l'objet d'une nouvelle analyse par le SDIS64 (voir fiche n°1).</p> <p>Au regard de cette analyse, les besoins en eaux d'extinction d'incendie et de rétention de ces eaux doivent être recalculés par SOKOA, en associant les services du SDIS64, et si besoin les exploitants des ICPE voisines.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le calcul des besoins en eaux d'extinction d'incendie en associant les services du SDIS64, et si besoin les exploitants des ICPE voisines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts 1510-2b	
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : l'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.	
Constats : L'exploitant tient à jour un état des stocks qui permet de déterminer les quantités de matières combustibles présentes dans l'établissement. À la date du 03 novembre 2025 la synthèse est la suivante :	
	Poids matières combustibles
	Total
Expédition	70 844,64
Local mousse	13 027,68
Magasin	402 332,04
Montage	17 715,16
Production	7 670,39
Rayonnage	4 601,80
Réception	431,86
Tapisserie	48 781,44
Rub 15 10	552 377,33
Total	565 405,01
Type de suites proposées : Sans suite	

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 17 octobre 2022 il avait été demandé à l'exploitant de définir les possibilités de confinement des eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et de refroidissement sur ses installations, dans un délai de 6 mois.</p> <p>L'exploitant a transmis une étude (affaire n° 23-005 - version avril 2023) de mise en conformité ICPE qui évalue le volume de rétention des eaux d'incendie à 1 806 m³. Le calcul est basé sur les méthodes dites D9 et D9A permettant d'estimer les besoins en eau d'extinction d'incendie (DECI) pour la défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction d'incendie de la zone de Joncaux, prenant en compte l'ensemble des besoins des ICPE (SOKOA, EPTA et ALBERDI 1 et 2), et des moyens pouvant être mobilisés par les services d'incendie et de secours, ont fait l'objet d'une nouvelle analyse par le SDIS64 (voir fiche n° 1).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le calcul du volume de rétention nécessaire au regard des conclusions de l'analyse des besoins en eaux d'extinction d'incendie, et de proposer des solutions techniques à mettre en œuvre pour prévenir le risque de pollution de la Bidasoa par des eaux d'extinction d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le calcul du volume de rétention nécessaire au regard des conclusions de l'analyse des besoins en eaux d'extinction d'incendie, et de proposer des solutions techniques à mettre en œuvre pour prévenir le risque de pollution de la Bidasoa par des eaux d'extinction d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois